

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Parti et Classe (*Boris Souvarine*). — Au-dessus de la Mêlée sociale (*Victor Serge, Romain Rolland, Henri Barbusse*). — Capitalisme financier, capitalisme bancaire et capitalisme industriel (*R.*

Louzon). — Structure communiste (*Gabriel Péri*). — Réflexions sur le guesdisme (*Ferrat*). — Esquisse d'une critique d'économie politique (*Frédéric Engels*). — La Semaine.

RÉVOLUTION



PARTI ET CLASSE

Nous avons remarqué depuis longtemps, chez notre ami Dunois, une certaine tendance à établir une distinction entre la *classe ouvrière* et son *parti*, entre le prolétariat et le Parti communiste, comme si l'un et l'autre avaient des intérêts différents ou, mieux, comme si notre parti pouvait avoir des intérêts particuliers, qui ne soient pas ceux du prolétariat. Nous pensions, malgré quelques répétitions, que Dunois ne soutenait pas systématiquement un point de vue, car nous aurions combattu celui-ci au nom de la doctrine communiste la moins contestée, celle que le temps, l'expérience et l'histoire ont vérifiée, et que la III^e Internationale a fait sienne.

Mais l'insistance avec laquelle s'exprime, dans les articles de Dunois, et assez récemment dans celui de l'*Humanité* (10 juin) intitulé : *Manœuvre de Parti ? Non, manœuvre de classe*, dans celui du *Bulletin* (14 juin) intitulé : *Fascisme de Parti et fascisme de classe*, et dans d'autres, cette tendance exige une petite discussion. Précisément parce que Dunois est un de nos camarades les plus proches, en politique comme dans les rapports de travail et dans les relations personnelles, nous avons le devoir de critiquer son idée, quand elle interprète inexactement l'opinion collective de l'Internationale.

Il est juste de constater que dans un article plus récent que les autres (*Bulletin*, 12 juillet), Dunois écrit, en heureuse contradiction avec ce qui avait précédé : « Car ce parti-là (le Parti communiste), *c'est la classe ouvrière elle-même*, ayant pris conscience de sa mission historique, de ses fins de révolution et de dictature, etc. ». Nous ne voulons pas dire autre chose, mais une telle vérité doctrinale ne doit pas apparaître incidemment : il faut qu'elle soit la règle de notre propagande, un des aspects constants de notre conscience communiste.

La question vaut qu'on s'y arrête, car Dunois n'a fait que refléter en partie et sans paraître y prendre garde une opinion courante du « public », même de la classe ouvrière française imprégnée de démocratismes expérimental, et que les syndicalistes ont érigée en théorie, opinion selon laquelle les partis poli-

tiques sont des organisations traduisant les intérêts restreints de cercles restreints, qui prétendent à tort interpréter les intérêts généraux des masses, ne défendent en vérité que leurs intérêts propres ou dégèrent fatalement, quelle que soit l'excellence des intentions de leurs fondateurs, en formations parasitaires vivant aux dépens de la portion de la classe subissant leur influence.

Il y a beau temps que le Parti communiste s'est donné la définition de n'être que la partie consciente du prolétariat, *de n'avoir pas d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière* (*Manifeste communiste*, 1847). Nous n'allons pas, ici, reprendre l'argumentation de Marx, que tout communiste est censé connaître. Nous voulons seulement répondre à la thèse syndicaliste classique, dont Louzon est encore un défenseur de nos jours (et devant laquelle Dunois capitule implicitement quand il différencie l'action du parti et l'action du prolétariat), thèse qui oppose à la conception communiste du parti une prétendue *vérité pratique*, à la *vérité doctrinale*.

Les syndicalistes ne contestent pas la dialectique de Marx, dont ils se réclament eux aussi, d'ailleurs indûment pour une grande part, mais ils soutiennent que les conditions historiques de la France n'ont pas permis et ne permettent pas la formation d'un Parti communiste, d'un parti du prolétariat répondant à la définition du *Manifeste*, et correspondant aux partis analogues de Russie et l'Allemagne. Pour eux, la théorie juste du *Manifeste* ne trouve pas en France un terrain de réalisation ; quelques-uns admettent cependant que le parti actuel peut prendre dans l'avenir figure de véritable fraction d'avant-garde du prolétariat, et ils l'attendent à l'œuvre, aux actes, se réservant de lui accorder leur considération lorsqu'il se sera constitué définitivement... sans eux. Les arguments à l'appui de leur thèse sont variés, pas toujours en harmonie, souvent inattendus. On en trouve un grand nombre, dans leur disparité, assemblés en mosaïque dans les articles récents de Louzon, principalement dans la réponse à la critique de Trotsky et à laquelle celui-ci a donné une brève réplique. Cette réponse mériterait

une réfutation qui la serre, ligne à ligne, presque mot à mot, et qu'il faudra faire ici puisque personne ne s'en est encore soucié, qu'il faudra faire, d'autant plus que Louzon persiste dans son effort pour démontrer au Comintern « ses erreurs », ce qui ne peut nous inciter à moins qu'à lui démontrer amicalement les siennes. Pour l'heure, nous désirons nous limiter à la seule question : notre parti peut-il devenir le parti de la classe ouvrière française, c'est-à-dire un vrai Parti communiste ? En d'autres termes, nous suivons les syndicalistes sur le terrain où ils se placent, celui de la pratique, puisqu'ils délaissent celui de la doctrine.

Notre parti a bien des défauts, que ses adversaires ne se privent pas d'énumérer en lui ajoutant généreusement tous ceux qu'il n'a pas. Ces défauts, nous les connaissons mieux que nos critiques, bienveillants ou malintentionnés. Les principaux, d'ailleurs, nos critiques ne les voient même pas... car ils nous sont communs ; et ceux qu'ils dénoncent avec le plus de virulence se trouvent être, en réalité, nos meilleures qualités qui n'ont pas l'heur de leur plaire.

Notre parti ne se croit pas parfait : il se prétend seulement en voie de perfectionnement incessant. Ses défauts sont souvent les défauts de la classe ouvrière elle-même, dont il s'efforce de se corriger et de la corriger, il en a d'autres, hérités du vieux Parti socialiste, et qu'il élimine chaque jour, d'autres encore qui sont les siens propres, ceux d'un parti jeune, encore inexpérimenté, pas assez trempé dans la lutte, et qu'il perd à mesure qu'il combat. Quant à la perfection, il ne l'atteindra vraisemblablement jamais, pour des raisons qui se présentent à l'esprit de tous. Le Parti communiste russe, que les syndicalistes honorent avec nous, est loin aussi de la perfection. Mais que peut-on demander à un Parti communiste, sinon de remplir le mieux qu'il peut sa tâche qui est de conduire le prolétariat à la révolution sociale ?

Nos ennemis et nos critiques ne se doutent même pas qu'ils rendent à notre Parti le plus grand hommage qu'on puisse lui donner en exigeant de lui toutes les qualités imaginables, presque des attributs divins ! Les communistes ne sont pas des dieux. Aux vertus dont on demande aux communistes de faire preuve, connaît-on beaucoup d'hommes qui mériteraient de recevoir la carte de la Section française de

l'Internationale communiste ? En vérité, nous essayons de nous montrer dignes de la haine que la bourgeoisie nous témoigne, et avec elle ses serviteurs conscients ou inconscients, les dissidents, les scissionnistes syndicaux, les résistants de toute espèce. Et plus nous méritons leurs vitupérations et grincements de dents, plus nous nous élevons à la hauteur de notre mission.

Tel qu'il est, avec ses faiblesses et même... avec ses quelques mérites, notre parti est tout de même l'expression la moins imparfaite de la volonté et de la conscience révolutionnaires de la classe ouvrière française. Tel qu'il est, il est la Section française de l'Internationale communiste, il est reconnu comme un parti frère par le Parti communiste russe, celui de Lénine et de Trotsky, par le Parti communiste allemand, celui de Rosa Luxembourg et de Liebknecht, par tous les partis communistes du monde, c'est-à-dire par les fractions ouvrières révolutionnaires qui souvent n'existent comme partis qu'à force d'héroïsme, comme en Pologne ou en Italie, dans les Balkans ou sur les bords de la Baltique. Tel qu'il est, il est le parti de ceux qui ont été les plus clairvoyants pendant la guerre impérialiste, qui ont levé le drapeau de l'opposition révolutionnaire à l'union sacrée avec la bourgeoisie, qui ont combattu et battu les dirigeants ouvriers traîtres et les leaders politiques félons, qui ont donné une expression vivante à la solidarité prolétarienne internationale, qui ont pris le parti des bolcheviks russes et de la République soviétiste sans réticence, qui ont lutté pour la sauvegarde de l'unité syndicale qui, luttent et lutteront toujours pour le front unique de la classe ouvrière. Tel qu'il est, il est le seul parti qui subisse la persécution du pouvoir bourgeois. Tel qu'il est enfin, il est l'unique espoir de l'avant-garde révolutionnaire d'avoir un jour son parti vraiment capable de mener à bien la tâche historique qui lui revient.

Car il faut non seulement considérer notre parti dans ce qu'il est, mais aussi dans ce qu'il sera. Ce qu'il sera, il est permis de l'entrevoir, sans prétention vaine ni présomption, en regardant le chemin déjà parcouru depuis sa fondation formelle. En deux ans, quelle transformation !

Les initiateurs avaient entre les mains une portion de parti social-démocrate, une portion de gauche, c'est vrai, mais social-démocrate cependant, pleine d'éléments inassimilables,

avec lesquels le noyau sain, communiste, a dû entrer bientôt en conflit. Nous avons dit, lors du Congrès de Tours, que nous ne pourrions former le vrai Parti communiste qu'avec le concours des syndicalistes révolutionnaires, et l'expérience nous a donné raison. (Il nous sera permis de rappeler ici nos articles du *Bulletin* de janvier 1921, et avec quelque satisfaction, car quelle récompense auraient les communistes sans la satisfaction d'avoir bien servi leurs idées ?) Le ralliement tardif de nombre de syndicalistes nous a laissé une besogne plus lourde, dont pourtant nous ne nous sommes pas trop mal tirés ; leur adhésion, et celles que nous escomptons, nous aideront à faire mieux dans l'avenir.

Nous avons débarrassé le Parti des obstacles les plus encombrants à sa transformation. Nous avons chassé les politiciens, les charlatans, les bavards, les parasites, les profiteurs, que des suiveurs petit-bourgeois ont accompagnés, pour notre grande joie. Nous avons instauré une discipline prolétarienne. Nous avons créé une organisation centralisée, avec une direction responsable. Nous avons éliminé au moins le plus nocif de l'esprit nationaliste, imprégné l'atmosphère de l'esprit collectif de l'Internationale. Nous avons prolétarisé et les rangs et les cadres, et surtout la mentalité. Nous avons sorti le Parti de son rôle de secte politique pour en faire le parti de l'unité ouvrière, de l'unité de front, le futur parti unique du prolétariat.

Ce qui reste à faire, nul ne le sait mieux que nous, qui sommes à la tâche. Nous le ferons d'autant mieux et d'autant plus vite que les ouvriers encore sans parti, que les syndicalistes vraiment révolutionnaires y contribueront. Si notre parti n'est pas assez prolétarien, leur appoint, l'afflux des ouvriers qui suivront leur exemple accentuera sa transformation déjà bien commencée, modifiera sa composition sociale dans le sens que nous voulons comme eux. Si l'épuration du parti n'a pas été suffisante, ce ne seront pas les occasions qui nous manqueront de la compléter : ne serait-ce, pour commencer, que celle des élections générales de l'an prochain, où le parti ne présentera certainement que des candidats ouvriers et paysans travailleurs, non-fonctionnaires du parti (à l'exception infime des députés sortants qui ont prouvé, par leur attitude, leur attachement indéfectible au parti), ce qui ne peut manquer d'avoir pour effet

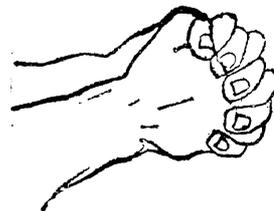
de nous délivrer des derniers politiciens qui seraient restés dans nos rangs.

Nous aurons encore à améliorer nos statuts qui doivent évidemment comporter des conditions d'admission différentes selon les postulants, plus larges aux ouvriers, plus rigoureuses aux autres.

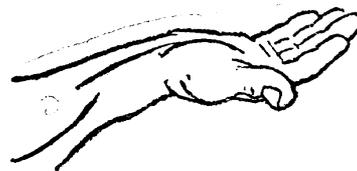
Mais plus tôt ou plus tard, nous remplirons notre mission, aussi vrai que le Parti communiste russe a su prendre, conserver et exercer le pouvoir, aussi vrai que le Parti communiste allemand saura, demain, faire prévaloir la revendication du gouvernement ouvrier, étape vers la dictature prolétarienne en Allemagne, vers le triomphe de la Révolution prolétarienne dans toute l'Europe.

Boris SOUVARINE.

Moscou, 8 août.



REPUBLICAINS



SOCIALISTES



COMMUNISTES

DISCUSSIONS ET POLÉMIQUES

Au-dessus de la mêlée sociale

Romain Rolland a adressé au Congrès des Instituteurs français qui s'est tenu récemment à Brest un message court, mais bien plein de signification. En voici le passage essentiel :

«... Je n'approuve pas moins les instituteurs français qui, dans leur discussion avec les camarades russes, refusent de mettre l'école au service d'une doctrine de classe. La mission sacrée de l'école est de former des caractères vigoureux et de libres intelligences, qui sachent, qui veuillent et qui osent tout examiner, tout contrôler, tout juger par soi-même. Une éducation de classe, non moins qu'une éducation d'Etat, est une éducation d'esclaves. » (1)

Romain Rolland se situe ainsi au-dessus de la mêlée sociale. Et cela lui est sans doute permis, puisque possible. Il habite, dit-on, une petite ville où les chômeurs n'ont pas le mauvais goût de troubler, par de grossières manifestations, le calme propice aux plus nobles spéculations de l'esprit, où la prévoyante police helvétique ne laisse pénétrer aucun élément subversif. Son œuvre littéraire lui assure non seulement la vénération des gens cultivés, mais aussi des conditions d'existence satisfaisantes. Il n'a vu de bien près ni les tranchées de la guerre impérialiste, ni les cités douloureuses de la guerre civile, ni la misère de Vienne et de Berlin. Ces effroyables réalités — dont tant d'hommes sont morts et meurent encore — n'ont été pour lui que l'occasion de nobles pensées... Que les privilèges de sa situation — dont nous conviendrions volontiers qu'il fait l'emploi le meilleur — lui paraissent nobles et souhaitables à tout homme, nous le comprenons assez. Le propre des aristocraties a toujours été de se considérer comme réalisant des fins suprêmes. Mais qu'il en tire avantage pour donner aux pauvres gens que nous sommes tous, aux besogneux, aux prolétaires — à ceux de l'école — aux révolutionnaires, les conseils qu'on vient de lire, voilà qui nous paraît d'une ironie bien cruelle...

Et encore — disons le mot brutal, puisque aussi bien Romain Rolland lui-même nous exhorta souvent à être vrais sans réticences — d'un égoïsme bien grand.

(1) Voici le texte complet du message de Romain Rolland (*Ecole Emancipée*, le 1^{er} septembre 1923) :

J'adresse toute ma sympathie aux instituteurs et institutrices révoqués, qui ont compris que leur premier devoir d'éducateurs était de rester toujours, quoi qu'il en coûte, vrais et humains. J'envoie mon salut fraternel aux fermes consciences qui ne permettent pas que leur école devienne une école de mensonge.

Je n'approuve pas moins... (ici le paragraphe reproduit par Victor Serge).

Il s'agit de savoir si l'Etat laïque n'a d'autre idéal à offrir à ses citoyens que celui d'obéir perinde ac cadaver. En ce cas, il est une nouvelle Eglise, aussi oppressive que l'ancienne. Et le cléricalisme — tout cléricalisme (bourgeois ou prolétarien) — voilà l'ennemi ! — Romain Rolland.

Ainsi, les instituteurs français de la III^e République — née dans le sang de 30.000 communards — cinq années après les hécatombes de Verdun, du Chemin-des-Dames, du Mort-Homme et de maints autres lieux, pendant l'occupation de la Ruhr et l'affamement de l'Allemagne ouvrière, auraient raison de « ne point mettre l'école au service d'une doctrine de classe » ? Qu'est-ce à dire ? De ne point enseigner qu'il y a des classes dont l'une exploite, trompe, abrutit, mitraille l'autre ? De ne point dire aux enfants des pauvres qu'ils appartiennent à une classe, à celle des victimes ? De ne point leur conseiller de le savoir et de se défendre ? De ne point leur enseigner comment ils peuvent se défendre, par quels chemins d'effort et de souffrance volontaire l'histoire conduit les exploités vers une libération possible, vers la fin des classes et de l'Etat ?

Où cette phrase ne signifie rien, où elle a cette signification-là, fausse, et mauvaise, contraire aux intérêts « vrais et humains » de toutes les « fermes consciences »... Car les classes existent. Aucun instituteur ne peut ignorer qu'il y a entre les pauvres et les riches, habitant une même ville, des différences anthropologiques plus profondes que celles qui distinguent, par exemple, les Français et les Allemands appartenant à la même classe. Se peut-il que Romain Rolland veuille ignorer ces brutales vérités ? La mortalité des prolétaires est sensiblement plus élevée que celle des classes moyennes ou riches. La durée moyenne de leur vie est plus courte de plusieurs années. Le poids de leurs enfants à la naissance est moindre. Ce sont eux, presque exclusivement, qui alimentent la criminalité et la prostitution. Leur culture intellectuelle et leurs mœurs retardent souvent de plusieurs siècles sur celles des classes « supérieures ». Ils ont les traits du visage plus grossiers, la voix moins nuancée, la vieillesse plus précoce. Ils constitueraient une race inférieure si la prompte dégénérescence des parasites d'en haut — et ce formidable facteur moral qui est la *volonté révolutionnaire* — ne rétablissent l'équilibre en leur faveur ! Entre l'habitant de Passy, qui villégiature à Deauville, et le Berlinoise du Kurfürstendamm qui villégiature à Swinemunde, l'anthropologue et le sociologue ne relèveraient guère de différences marquées ; ils appartiennent à la même espèce sociale. Mais un profond fossé les sépare des prolétaires de Belleville et de Neukoelln.

Il y a des classes et elles se battent. La Commune de Paris et la Révolution russe — pour être bref — sont des faits. Chaque jour nous en apporte de moindres, que la grande histoire n'enregistre pas, mais qui n'en sont pas moins significatifs. Le crépitement des fusillades d'ouvriers en Virginie Occidentale (Etats-Unis) et en Afrique du Sud, l'an dernier, ne serait-il pas parvenu jusqu'à Romain Rolland ? Ignore-t-il qu'on a, au début de cette année, noyé dans le sang le jeune mouvement syndical des cheminots chinois ? Ignore-t-il quelle terreur blanche a sévi pendant trois années sur la Catalogne ouvrière, comment on a détruit les coopératives et les organisations syndicales en Italie, com-

ment on vient de mater la grève des cheminots de Budapest ? — *Nic-t-il qu'il y a une lutte de classes ?*

De ces instituteurs auxquels il écrit, de ces jeunes prolétaires auxquels il conseille de *ne pas* donner une éducation de classe, un certain nombre ont été mobilisés pour l'occupation de la Ruhr. Romain Rolland croit-il la besogne qu'on leur fait faire à Essen, comme toutes les besognes de guerre et de police faites pour perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme, compatible avec l'exercice « de caractères vigoureux » et de « libres intelligences » ? — Demain, peut-être, instituteurs et jeunes prolétaires français seront mobilisés en masse pour aller étrangler la révolution allemande... Faudra-t-il, oui ou non, qu'à cette heure-là ils soient éclairés par l'implacable lumière d'une *doctrine de classe* ? — La leur enseigner ce serait... leur donner « une éducation d'esclaves » ?

Spartacus, quand il disciplinait, entraînait, conduisait à la victoire ou à la mort héroïque ses cohortes d'esclaves insurgés contre le patriciat romain, cultivait des mentalités d'esclaves ? Les créateurs de l'armée rouge, qui ont évité à l'Europe au moins trente ans de noire réaction et à la Russie la restauration du régime de « Gengis-Khan » pourvu du télégraphe — selon un mot de Tolstoï — ont donné à ceux auxquels ils ont ouvert les portes de l'avenir une « éducation d'esclaves » ?

Non, j'ai beau me souvenir de tout ce que l'œuvre de Romain Rolland nous a donné, j'ai beau respecter sa grande sincérité, sa haute intelligence — ces énormités-là sont trop énormes, et j'aperçois trop bien ce qu'elles ont d'injuste et d'insultant pour une foule d'hommes qui sont certainement les meilleurs de ce temps... Je me souviens des ouvriers de Schlüsselbourg. Ils vinrent, un jour de l'été de 1919, à Pétrograd, trois cents malades ou « sursitaires indispensables au travail », la dernière levée d'une petite ville sur laquelle plusieurs mobilisations avaient passé. Ils vinrent en vareuse, en veston, en blouse, chercher des fusils à Smolny pour défendre la cité révolutionnaire quasi-perdue. Ils allèrent au feu le lendemain — il en revint bien un sur six... Mais, sans eux, Youdénitch entrerait à Pétrograd. Ces trois cents volontaires n'étaient mus que par leur conscience de classe. Esclaves !

« La mission sacrée de l'école est de former des caractères vigoureux et de libres intelligences... »

La mission sacrée de quelle école ? Romain Rolland l'écrit aux instituteurs chargés d'appliquer les programmes d'enseignement arrêtés par le haut-mandarinat de la République de Thiers, de MacMahon, de Clemenceau et de Poincaré. Romain Rolland s'imagine-t-il vraiment que l'école laïque soit autre chose, dans l'intention de ceux qui l'ont fondée et la dirigent, qu'une fabrique de bons citoyens, de prolétaires soumis, de patriotes à tout faire, d'électeurs benêts ? Il ignore donc tout de la forte conscience de classe, de la tenace énergie intellectuelle et morale, du courage et de l'habileté qu'il faut à l'instituteur pour faire dans cette école un peu de sain travail « vrai et humain » ?

Il laisse entendre, par contre, que dans les écoles de Russie rouge, où l'on enseigne la mission libératrice du travail (et non le respect de l'exploitation), l'internationalisme (et non le patriotisme), la critique des mœurs et l'initiative individuelle (et non l'obéissance passive), règne une

sorte de « cléricisme prolétarien » ! Le mot est textuel.

Les enfants de quinze à vingt millions de prolétaires allemands n'ont, en règle générale, ni linge, ni cahiers, ni jouets, ni repos sain, ni alimentation suffisante. Jamais ils ne liront Romain Rolland, ses livres sont trop chers. Si leurs pères ne livrent pas une dernière bataille victorieuse — qui leur coûtera bien du sang versé — jamais ces enfants débiles n'auront de « caractères vigoureux » : car ils grandiront tuberculeux, et durement exploités. Jamais ils ne seront de « libres intelligences », car la misère étiole leurs intelligences, l'ignorance les paralysera, l'école de la classe ennemie les empoisonnera... J'imagine le rictus oblique des maigres apprentis allemands — qui ne rêvent que d'être, demain, les soldats d'une Garde rouge — si on leur faisait lire les nobles aphorismes de Romain Rolland sur l'enseignement...

Si Romain Rolland lui-même ne se l'imagine pas, ce rictus, c'est qu'il n'est plus dans le *vrai et l'humain* d'aujourd'hui. Ce vrai est tragique. C'est humain est brutal, crispé, douloureux. Mais il n'y en a pas d'autre. Et ceux qui veulent vraiment que, demain, tous les hommes puissent penser, comprendre la vie, la faire plus belle et plus haute, ceux-là ne doivent pas se détourner de la réalité quelle qu'elle soit, mais au contraire s'y jeter à corps perdu, la pétrir, combattre — avec les armes qu'ils y trouvent, puisqu'il n'y en a pas d'autres. Ils doivent être avec toute leur intelligence et tout leur cœur dans la mêlée sociale.

Pas *au-dessus* : car on n'aperçoit au-dessus que le grand égoïsme de l'intelligence privilégiée détachée de la vie.

Victor SERGE.

Aux instituteurs et institutrices syndicalistes

De même que Romain Rolland, Henri Barbusse avait adressé un message au Congrès de Brest. Mais à la différence de l'auteur de Jean-Christophe — hélas ! si mal informé des nécessités absolues qui s'imposent au prolétariat, s'il veut réaliser (selon le mot de Marx) « sa propre émancipation et en même temps la force plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques », — Henri Barbusse, lui, se prononce pour une orientation nettement prolétarienne de l'enseignement des enfants du peuple.

Voici les principaux passages de sa lettre à Gabrielle Bouet, qui n'a été publiée jusqu'ici que par l'Ecole Emancipée du 23 septembre :

Je sais qu'une des questions capitales qui sera examinée au Congrès de Brest est le rattachement ou plutôt la fusion de l'Internationale de l'Enseignement avec le Comité International de Moscou. Beaucoup d'entre vous jugeraient sans doute, avec raison, que je m'ingère plus qu'il ne convient dans vos discussions professionnelles spécifiques, si je prétendais vous apporter à ce sujet une ligne de conduite circonstanciée. Je me permettrai seulement d'attirer votre attention sur la nécessité où nous sommes, si nous voulons *agir* et ne pas rester dans les nuages sonores des belles déclarations, de constituer sans tarder un seul

jour une grande entreprise d'opposition d'ensemble, avec toutes nos forces, et chacun avec nos ressources particulières, contre l'ordre bourgeois et son idéologie. Dans cette vaste offensive révolutionnaire que la logique et que la moralité nous commandent d'organiser d'urgence et où chacun, personne ou groupement, doit jouer le rôle propre qui lui est dévolu par sa situation et ses aptitudes, il ne faut pas admettre — et la vaillante et noble *Ecole Emancipée* a su le dire avec autorité — tous les éléments équivoques qui jouent la comédie du libéralisme et de la démocratie sur la scène (et préparent le fascisme dans la coulisse). Il faut garder le mouvement harmonique révolutionnaire des combinaisons hypocrites qui l'empoisonneraient. Mais il faut s'appuyer nettement et pleinement, sans arrière-pensée, sur la Révolution Russe.

Il ne faut pas admettre qu'on puisse jouer sur les mots dans des discutailleries de sophistes ou tirer de grossiers effets démagogiques, en parlant d'impérialisme ou même de « défense nationale », à propos de l'armée rouge. Et puis il faut considérer que les quelques atteintes inévitables aux principes qui ont résulté pour les dirigeants russes de la nécessité de subsister, au milieu du capitalisme universel déchainé, sous la pression de tous les impérialismes aboyant aux frontières, pour sauver ce qui est, depuis le commencement de l'histoire humaine, la seule grande réalisation prolétarienne — il faut considérer, dis-je, que cela n'influe pas sur la valeur de la doctrine communiste internationale. Et ici, je suis un peu en désaccord avec ceux de vous qui s'effarouchent à l'idée que l'école ne respecte pas la *neutralité* politique. La neutralité me paraît sur ce terrain si impossible à réaliser qu'il me semble que la question ne doit même pas se poser. Il y a deux tendances fondamentales dans le bloc chaotique des idées contemporaines : la tendance conservatrice qui est celle du privilège, de la réussite individuelle, de l'exploitation du nationalisme, et celle qui veut abattre cet état de choses en y substituant, par le moyen de la prise du pouvoir par la classe exploitée (seul moyen possible), un système international d'égalité pour tous devant la loi du travail et la gérance des affaires communes. Entre ces deux tendances, la neutralité ne doit pas pouvoir jouer, et il est impossible de lui donner des degrés et de la doser. L'hésitation, le doute, qui sont prudemment de mise lorsqu'il s'agit des insondables problèmes métaphysiques et religieux, ne sont pas compréhensibles en présence d'évidences politiques et sociales. Or, chers camarades, toutes les idées se tiennent étroitement et toutes leurs conséquences sont solidement enchaînées les unes aux autres. Si vous propagez l'antimilitarisme, l'anti-chauvinisme, l'anti-impérialisme et l'anti-exploitation (et en cela, je le répète, vous êtes aussi fondés à vous montrer catégoriques que lorsque vous diffusez chez les enfants la notion de la même position à l'encontre des superstitions qu'elle a remplacées, ou lorsque vous rectifiez, dans l'enseignement de l'histoire, la malsaine religion de la gloire armée), vous arrivez forcément à une formule positive, constructive qui se confond avec celle du communisme, cette doctrine qui « se propose essentiellement pour but de faire cesser l'exploitation de l'homme par l'homme, d'instituer la communauté des travailleurs, de poursuivre impitoyablement tous les privilèges et de faire triompher le socialisme dans tous les pays » (art. III de la loi or-

ganique des soviets de Russie). Le communisme n'est pas une formule cabalistique qu'on peut mettre en balance avec d'autres comme on confronte l'esperanto et l'ido, c'est une série d'évidences logiques issues logiquement de grandes vérités éternelles et l'aboutissant d'une « éducation rationnelle et humaine ». Notons du reste que s'il y a des divergences entre les partis de gauche sur la tactique à suivre pour aboutir à la transformation de la société, il n'y en a pour ainsi dire pas touchant la doctrine même et nous nous trouvons devant un idéal précis que nous devons tous nous efforcer de faire entrer dans les esprits pour le faire entrer dans les réalités et les faits.

Il me paraît donc qu'une discussion approfondie et loyale, comme sera celle du Congrès de Brest, trouvera un mode d'entente permettant à l'I. E. de profiter du précieux appoint des instituteurs russes. Ceux-ci reconnaîtront peut-être qu'un ferme accord, exprimé par des formules sans équivoque, et ne permettant pas de déviation sur les principes essentiels, vaut mieux que l'adoption pure et simple de l'étiquette communiste, cette inféodation présentant des inconvénients pour l'ampleur du recrutement et de la propagande de votre Internationale, et par conséquent pour les buts communs.

...En somme et sans insister davantage sur les quelques points que j'expose très hâtivement et dont chacun demanderait à être développé, le problème qui se présente à nous de toutes parts est complexe et délicat ; mais nous ne devons jamais un seul instant le perdre de vue : il s'agit de coordonner des actions parallèles et identiques et de donner à la coalition normale de toutes les organisations révolutionnaires et prolétariennes le maximum de cohésion solide et le maximum de rendement en sachant placer les liens là où il le faut et là seulement, doser les garanties nécessaires et les autonomies indispensables — en vue de la constitution du bloc révolutionnaire qui seul vaincra le bloc bourgeois — lequel va des bons royalistes aux mauvais socialistes !

Bien fraternellement à vous.

Henri BARBUSSE.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administrateur de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Capitalisme financier, Capitalisme bancaire et Capitalisme industriel

Il m'est arrivé plusieurs fois, soit dans l'*Humanité*, soit dans la *Vie Ouvrière*, de signaler les rivalités existant entre le capitalisme financier et le capitalisme industriel. Comme cette question semble préoccuper particulièrement certains rédacteurs du *Bulletin Communiste*, il n'est peut-être point inutile d'y revenir ici même, d'autant plus que la publication récente du livre de Lénine : *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme* (pour lequel, soit dit en passant, il semble que la presse communiste oublie de faire la publicité nécessaire), va nous permettre de rectifier la terminologie que nous avons jusqu'à présent employée.

A l'époque du capitalisme classique, du capitalisme fondé sur la libre concurrence d'industriels indépendants, et non sur le monopole des *trusts*, *cartels*, *konzerns*, etc., les détenteurs de grosses masses de *capital-argent*, c'est-à-dire les banquiers et les propriétaires du *capital-matière* (usines, outillages, matières premières, etc.), c'est-à-dire les industriels, étaient relativement indépendants les uns des autres. Les banquiers escomptaient les effets de commerce des industriels ; ils leur consentaient quelquefois des ouvertures de crédit plus ou moins grandes, mais à cela se bornaient les relations. Le banquier ne s'immisçait point dans la marche de l'entreprise de son client, pas plus que celui-ci ne s'occupait des affaires de son banquier.

Depuis le moment où le capitalisme fondé sur le monopole, le capitalisme « impérialiste », s'est constitué, il n'en est plus de même. Ces gigantesques entreprises que sont les *trusts* présentent, dit Lénine, cette caractéristique qu'elles sont le produit d'une union intime entre les deux sortes de capital : le capital des banquiers et le capital des industriels. Les banquiers mettent des fonds considérables à la disposition des industriels monopolisateurs. En revanche, ils exigent d'intervenir directement dans la conduite des entreprises. Cette union entre le capitalisme « bancaire » et le capitalisme « industriel » produit une nouvelle sorte de capitalisme que Lénine appelle le capitalisme « financier ».

Pour notre compte, nous avons jusqu'à présent, conformément au langage courant, employé l'expression de capital financier pour désigner le capital bancaire. Afin d'éviter toute confusion qui serait due à la multiplicité des terminologies, je crois qu'il serait utile que tous les communistes s'en tiennent désormais rigoureusement à la terminologie de Lénine ou plutôt de son traducteur français, c'est-à-dire qu'ils dénomment capitalisme bancaire celui qui est constitué par le capital-argent, réservant le nom de capitalisme financier à l'union des deux capitalismes : le bancaire et l'industriel.

**

Si intime que soit l'union entre le capital bancaire et le capital industriel, elle ne réalise cependant point la fusion complète. Les représentants

des deux capitalismes, ceux qui manient l'argent et ceux qui gouvernent la production, restent distincts, chaque groupe conservant une mentalité, une manière d'être, des points de vue, voire des intérêts différents, qui naissent de leur rôle différent dans l'économie. Il s'ensuit que l'union des deux sortes de capitaux aboutit, en fait, à une lutte entre eux plus vive que lorsqu'ils étaient séparés. Cette lutte a, en somme, pour objectif la maîtrise du capital financier : des deux groupes, celui des banquiers et celui des industriels, qui ont contribué à constituer le capital financier, lequel en deviendra le maître ? Dans son livre : *Où va la France ?* Caillaux a bien défini cette situation, d'une manière à la fois concrète et symbolique, lorsqu'il a revendiqué pour ses confrères, les banquiers, le droit non seulement d'avoir leurs représentants au sein des Conseils d'administration des entreprises industrielles, mais encore d'y détenir la présidence.

On n'a à peu près rien dit lorsqu'on a découvert que MM. Schneider et de Wendel, maîtres de forges, sont administrateurs de la Banque de l'Union Parisienne et sont, par suite, également des banquiers, ou lorsqu'on s'aperçoit que le banquier de Neuflyze est président du Conseil de surveillance de Schneider et Cie, et par conséquent est industriel. Ce qu'il s'agit de savoir, c'est qui commande ici et là. Qui commande à l'Union Parisienne ? Sont-ce les de Wendel et les Schneider, ou sont-ce les Mallet, les de Neuflyze, les Hottin-guer ? Et qui commande chez Schneider et dans les multiples autres entreprises industrielles qui ont des banquiers dans leurs Conseils ? Sont-ce ces banquiers ou sont-ce les industriels ? Voilà ce qu'il faut savoir.

En France, c'est surtout au sein des Conseils d'administration que se produit la lutte entre les deux participants du capitalisme financier. Il semble bien, cependant, que ce soient plutôt les industriels que les banquiers qui y aient l'hégémonie.

Dans d'autres pays, la lutte se passe au grand jour, et le phénomène est alors beaucoup plus net. C'est, notamment, le cas pour l'Allemagne.

Lénine a décrit, au deuxième chapitre de son livre, la lutte au couteau que les grandes banques de Berlin, les fameuses banques D (*Deutsche Bank*, *Disconto Gesellschaft*, *Dresdner Bank*, etc.), ont menée avant-guerre contre l'industrie pour se l'asservir.

Mais la contre-attaque est venue. Elle s'est produite après la guerre, sous les espèces de Hugo Stinnes. Tous les auteurs qui ont écrit sur Stinnes ont signalé que celui-ci avait monté son gigantesque « *konzern* » non seulement sans l'appui des banquiers, mais contre eux. Dans l'article qu'il a consacré à Stinnes, Maximilien Harden déclare que Stinnes s'était donné comme « but dans la vie » de se rendre « indépendant des banquiers ». La formidable œuvre de *concentration*

verticale à laquelle Stinnes s'est adonné n'aurait eu, au moins à l'origine, que ce but. Les banques, à leur tour, ont réagi, et au *konzern* Stinnes elles ont opposé le *konzern* Rathenau-Otto Wolff, qui est, comme on le sait, très étroitement lié aux banques. Notre camarade Philips Price a remarquablement décrit tout ceci dans des articles parus l'année dernière dans la *Lutte de classes*.

Il s'ensuit donc que la lutte entre le capital bancaire et le capital industriel pour obtenir la maîtrise du capital financier est chose indéniable. Ce n'est point en compilant l'*Annuaire* de Chaix ou tels autres annuaires des sociétés financières qu'on fera la preuve que cet antagonisme n'existe pas. Mais, bien entendu, il ne s'agit là que d'un

antagonisme secondaire, comme tous les antagonismes qui se produisent entre les différents éléments de la classe bourgeoise. Ce serait folie de considérer cet antagonisme comme étant du même ordre que l'antagonisme fondamental, celui qui met aux prises la bourgeoisie et le prolétariat, l'ensemble de ceux qui se partagent la plus-value avec l'ensemble de ceux qui la produisent. Il n'en reste pas moins que cet antagonisme, comme tous les antagonismes secondaires qui se produisent au sein des classes, est important et peut être utilisé dans une certaine mesure par le prolétariat pour la conduite de sa lutte de classes.

R. LOUZON.

AVANT LE CONSEIL NATIONAL

Structure Communiste

Le débat institué par le camarade Vazeilles sur la « Réorganisation du Parti » n'a qu'un rapport lointain avec l'ordre du jour du prochain Conseil national. Depuis plusieurs semaines déjà, ce que Vazeilles appelle le projet Treint est devenu la formule adoptée et mise en application par la direction du Parti. Il ne saurait être question pour le C. N. de remanier à nouveau la structure intérieure du Parti, mais bien de porter au maximum le rendement du nouveau système.

Pourtant, l'étude de Vazeilles exprime une idée sur laquelle il nous plaît de revenir. Le nombre d'échelons de notre organisation inquiète fort le camarade Vazeilles. « Nous critiquons la société bourgeoise, écrit-il, qui garde ses sous-préfets, c'est-à-dire deux échelons administratifs intermédiaires entre les communes et le Conseil des ministres, et nous parlons d'ajouter un échelon de plus à notre organisation, qui n'en comprend heureusement qu'une (la Fédération) entre la section et le centre ! »

Notre camarade semble oublier que nous faisons la critique de la structure administrative bourgeoise parce que cette structure a cessé de correspondre aux besoins de l'économie moderne et heurte de plus en plus violemment les conditions de l'évolution économique : ce sont ces conditions, au contraire, qui nous ont incités à régionaliser notre organisation communiste. C'est parce qu'en même temps que le Capital, le pouvoir bourgeois se concentre que, pour porter au maximum la puissance de combat de la classe ouvrière, il nous faut opposer à l'appareil centralisé d'oppression capitaliste un appareil centralisé de libération prolétarienne : notre Parti communiste. Affirmer que le Parti doit nécessairement conserver « son administration à trois degrés seulement », c'est placer le principe de l'immutabilité des structures au-dessus des conditions vivantes du développement social. Non seulement l'administration à trois degrés ne correspond à rien, mais encore la seule critique juste que l'on puisse adresser au système actuel, c'est, non pas d'avoir créé un échelon de trop, mais de n'avoir pas prévu ce degré complémentaire indispensable : la cellule d'usine !

Ce qui doit caractériser un Parti communiste, ce n'est pas son inaltérable attachement à... l'administration à trois degrés, mais sa double base, fondée : 1° sur l'habitat ; 2° sur le lieu du travail. La division départementale et arrondissementière correspondait au caractère électoral du Parti socialiste d'avant Tours ; elle répondait au rôle de Cercle d'études et de propagande que s'était assigné le Parti pseudo-communiste d'avant le 4^e Congrès. Elle correspond de moins en moins aux besoins d'un Parti qui veut être un *instrument de bataille prolétarienne*. En juin dernier, au cours d'une session de l'Exécutif Elargi, le camarade Souvarine expliquait comment le maintien intégral par le Parti français de sa vieille structure social-démocrate témoignait de son incompréhension des conceptions fondamentales de l'Internationale communiste ; les communistes de la Fédération de la Seine se souviennent de l'insistance avec laquelle notre camarade Dahlem incitait notre Parti à remanier sa structure dans le sens que nous indiquons, avec quelle force de persuasion il évoquait l'exemple de son Parti pour faire comprendre aux communistes français la nécessité de plonger des racines de plus en plus profondes dans l'atelier, dans l'usine ! Prolétarianiser le Parti, accentuer son caractère ouvrier, ce n'est pas seulement confier à des travailleurs manuels des responsabilités de direction, c'est encore orienter tous ses efforts vers la conquête et l'encadrement du prolétariat concentré dans les bagnes capitalistes. La concentration de l'industrie, de l'échange, entre des mains de moins en moins nombreuses a pour effet nécessaire, en rejetant dans l'enfer du prolétariat des hommes par centaines de mille, d'apporter au peuple de l'atelier et de la mine une force et une énergie nouvelles. C'est ce prolétariat industriel concentré qui constitue la matière la plus favorable à l'élaboration révolutionnaire. Il est le levain qui fatalement fera lever la pâte ouvrière : c'est lui d'abord que le Parti doit organiser — et organiser sur le lieu même de la production.

L'agitation *par usine*, celle qui touche les exploités sur le champ de leur exploitation, doit de plus en plus sinon se substituer à l'agitation par

quartier, du moins la compléter. La cellule d'usine doit être, avec la section territoriale, la *base organique* d'un vrai Parti communiste.

Ce qui fait la grande valeur de la réforme instituée il y a deux mois, c'est qu'elle ouvre la perspective de réformes nouvelles, c'est qu'elle constitue un progrès immense dans la voie des innovations organiques bienfaisantes pour notre Parti.

Il va de soi que le système actuel peut être utilement complété. L'organisation régionale du travail communiste va de pair avec la réorganisation de la structure intérieure de nos fédérations. Il est clair que les visites des délégués régionaux dans les Fédérations peuvent susciter chez elles une ardente volonté de travail ; mais la volonté a besoin d'être entretenue et le travail contrôlé. Secrétaires fédéraux, délégués temporaires, sont insuffisants pour assurer la continuité de l'activité fédérale intérieure. Celle-ci exige l'existence, à la tête de chaque fédération, d'un Comité fédéral où le travail soit divisé en branches, et aussi la division des Fédérations en *secteurs*. Il est indispensable que, dans le proche avenir, cette organisation soit généralisée. Elle consiste, en prenant comme critérium les affinités géographiques *économiques*, etc., à créer pour chaque fédération un certain nombre de secteurs. La direction fédérale place à la tête de chacun d'eux un délégué responsable, chargé d'alimenter le travail intérieur des sections par des causeries, création de bibliothèques, etc., d'accrocher leur influence extérieure par des conférences de sympathisants, réunions d'usines, diffusion de la littérature communiste. Il s'agit beaucoup moins, en l'occurrence, de décharger la Direction fédérale d'une partie de ses tâches que de créer pour chaque fédération une armature solide de militants ouvriers et paysans.

De plus en plus, notre propagande doit sortir des généralités abstraites et pénétrer les conditions d'existence des travailleurs ; de plus en plus, nos propagandistes devront connaître les besoins matériels de ceux à qui ils s'adressent. Les déplacements d'un point à un autre que l'on fait subir trop fréquemment au militant fédéral sont exclusifs de cette connaissance qui exige une certaine spécialisation. La formation de militants communistes est une œuvre de longue haleine ; le déplacement du militant doit être au bout de ce processus de formation ; la première phase, c'est l'apprentissage au sein d'un secteur où le militant rencontrera en raccourci toutes les difficultés que présentera plus tard pour lui une propagande plus étendue !

Dans chaque fédération, les délégués de secteurs seront réunis périodiquement. La Conférence des délégués de secteurs sera pour la Fédération ce qu'est pour le Parti la Conférence des délégués régionaux. Membres de la Direction fédérale et délégués de secteur y échangeront leurs observations sur la situation fédérale. Mais ceci ne constituera qu'un aspect de leur travail. A ces conférences (dont la multiplicité a permis à divers partis frères de l'Internationale de se créer une solide armature de militants), les dirigeants fédéraux exposeront théoriquement les mots d'ordre du Parti, feront des événements l'analyse marxiste que les délégués exposeront ensuite dans les sections de leur secteur. Ainsi conçue, la Conférence devient l'*École fédérale du Militant* et contribue puissamment à la formation des cadres et au développement de la culture communiste.

Le Parti ne saurait sans inconvénients remettre en discussion les principes qui ont présidé à l'adoption de la formule organique actuelle. Il devra, au contraire, la développer : 1° en indiquant, sinon comme objectif immédiat, du moins comme mot d'ordre prochain la nécessité de la *double base* : *section locale et cellule d'usine* ; 2° en réalisant, par la division des fédérations en secteurs, la transposition dans le cadre fédéral des méthodes en vigueur dans l'organisation nationale.

Gabriel PERI.

III VIENT DE PARAÎTRE LE N° 24 DE III

L'Internationale Communiste

Organe du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

(Edition française)

	Pages
K. RADEK. — De La Haye à Essen..	3
L. TROTSKY. — Le Bilan d'une Période	10
Cl. ZETKIN. — La Révolution russe au IV ^e Congrès mondial.	14
W. KORALOV. — Le grand Parti international des travailleurs	22
J. DORJOT. — Les résultats du III ^e Congrès de l'I. C. des Jeunes	26
ANTONOV. — La Formation de l'Armée rouge.....	29
Ph. PRICE. — Les Elections générales en Angleterre.....	34
WALTON-NEWBOLD. — Le Parlement britannique et son fonctionnement.	37
X. — Pour un Labour Party américain.	43
D. MANOUILSKY. — Le suicide de Frossard	59
G. AGUILA. — Le Fascisme au pouvoir	66
Z. LEDER. — Un parallèle historique..	82
A. MALETSKY. — Georges Sorel.....	86
EVELYN ROY. — La Commémoration des morts à Gaya	114
A. MALETSKY, MAXIME ZETKIN, Z. LEDER. — Bibliographie.....	123

L'Internationale Communiste est l'indispensable instrument de tous les militants de la III^e Internationale qui veulent mener de pair l'étude et l'action.

Elle publie environ 4 numéros par an, d'au moins 128 pages de deux colonnes grand format (0.29 x 0.21). Prix du numéro : 5 francs.

Les acheteurs du N° 24 recevront, contre un versement additionnel de 7 francs, les trois numéros antérieurs de l'Internationale Communiste, soit 4 numéros pour 12 francs au lieu de 20 francs.

Réflexions sur le Guesdisme

Si l'examen des situations passées peut aider à la résolution des problèmes actuels, l'étude de la fondation du Parti Ouvrier Français pourrait faciliter notre tâche d'édification de la section française de l'Internationale. Cette étude devrait nous montrer tout au moins si nous pouvons nous servir des méthodes guesdistes et si, comme certains camarades le prétendent, nous sommes véritablement les héritiers de la pensée guesdiste.

Dans sa magistrale brochure sur les socialistes français et la guerre, Zinoviev dit que le socialisme français ne se fit jamais remarquer par la fermeté de sa ligne de conduite ni par sa fidélité à la théorie marxiste. En effet, même chez Guesde que l'on a représenté comme un doctrinaire impeccable, nous observons une méconnaissance surprenante du marxisme, tout au moins (et c'est le plus important), du marxisme en action, c'est-à-dire de la dialectique et de la tactique marxistes.

En France, le marxisme n'a pas été étudié dans son ensemble, nos socialistes en avaient arbitrairement fait deux parts. Une seule part, à vrai dire, était connue sous le nom de marxisme et consistait en un ensemble de concepts économiques et philosophiques sur quoi l'on discutait entre professeurs et militants. La grande question était de savoir si le régime capitaliste rendait inévitable par son existence même la socialisation des moyens de production et d'échange. Pour la claire compréhension du guesdisme, il est inutile de s'étendre sur les déviations mécanistes qui devaient naître de ce marxisme amputé de toute la partie relative à l'analyse dialectique des situations concrètes. Il faut néanmoins souligner que ce marxisme mutilé a trouvé son expression dans des ouvrages caractéristiques et que pendant longtemps on a cru la quintessence du marxisme enfermée dans l'*Abrégé du Capital*, de Gabriel Deville, ou dans les vulgarisations et les polémiques pétillantes de verve de Paul Lafargue.

Rien chez ces « marxistes » français ne peut nous indiquer comment il faut lier la théorie à la pratique et comment la tactique d'un parti marxiste doit découler logiquement de l'étude des situations historiques. Les meilleurs, dissertant sur le collectivisme, antithèse du capitalisme, ont regardé la dialectique marxiste comme une méthode de résolution des antinomies philosophiques. Nous savons aujourd'hui que chez Marx comme chez Lénine, la dialectique sert surtout à caractériser les phénomènes concrets et aboutit toujours à la « science des mots d'ordre ».

La conception châtiée du marxisme conduit à des mouvements d'incompréhension saugrenue tels que le dernier livre de M. Lucien Deslinières, intitulé *Débarquons-nous du marxisme !* Et Lucien Deslinières a parfaitement raison à cela près qu'il appelle marxisme la caricature qui pendant plus d'un demi-siècle a masqué le vrai marxisme aux ouvriers révolutionnaires de France.

Pour bien imaginer dans quelle atmosphère intellectuelle Guesde et les « marxistes » français ont dû former leur idéologie, pour voir jusqu'où peut aller l'ignorance des concepts marxistes, il est curieux de jeter un coup d'œil sur le gros dictionnaire *Larousse* de cette époque :

« Marx, le véritable père de la doctrine communiste qui s'appelle lassallisme... Selon lui il faut considérer le passé comme n'ayant pas existé, il faut se baser sur l'étude de l'être humain, sur l'anatomie, sur la sociologie et l'anthropologie. En un mot, d'après cette théorie, l'homme n'est pas un être complexe aux besoins contradictoires, mais une sorte de machine aux mouvements déterminés et invariables d'où il suit que l'on doit formuler la loi de l'individu d'après l'examen de ses organes ».

Une pareille énormité ne nous est pas seulement un nouveau témoignage de la stupidité bourgeoise ; elle nous décele surtout sous un jour accuse une tendance idéologique de la fin du dix-neuvième siècle. Il faut bien voir qu'à cette époque les esprits « avancés » sous l'influence des grandes découvertes scientifiques récentes essayaient de transplanter tout leur acquis scientifique sur le plan social qui lui est totalement étranger. Partant de cette idée fautive que tout ce qui est scientifique est marxiste, il n'est pas étonnant que des socialistes soient tombés dans ce travers général et aient ainsi défigurés le marxisme jusqu'à en faire une caricature.

Cette tendance se retrouve, atténuée, chez Guesde et sa doctrine « scientifique » est surtout un mélange d'un marxisme mutilé, d'un vague républicanisme jacobin et d'un lassallisme flagrant.

Tour à tour, nous le voyons déclarer que « l'évolution scientifique et naturelle » de l'humanité conduit à l'appropriation des moyens de production et d'échange ; nous le voyons proclamer la liberté, la solidarité et la justice et vouloir faire du capital la propriété de la « nation » ; nous le voyons enfin vulgariser la loi d'airain des salaires, réclamer le produit intégral du travail, le suffrage universel et direct et penser réaliser le socialisme dans les cadres de l'Etat bourgeois.

C'est d'ailleurs à propos de Guesde que Marx disait : « Ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste. »

*
**

Après la Commune de Paris les masses se trouvaient complètement désorganisées et démoralisées. En 1876 et 1878 deux congrès des syndicats ont lieu, congrès nettement contre-révolutionnaires.

Pendant cette période et jusqu'en 1894 le capitalisme traverse une période de dépression, la production accuse un certain déclin. En dépit de leurs opinions réactionnaires les ouvriers sont forcés de se grouper et de s'organiser pendant la crise.

Mais Guesde n'étant pas vraiment marxiste est incapable de se rendre compte de la situation historique. La tâche de tout marxiste découlant de l'analyse de cette situation eût été de tendre de toutes ses forces à l'unification des forces ouvrières.

Au lieu de cette tactique souple et lente qui seule convenait à la réalité, Guesde poursuit une tactique intransigeante. Il ne s'agit pas de sa tactique intransigeante vis-à-vis de la bourgeoisie par

quoil se différenciat des possibilistes avec juste raison, il s'agit de sa tactique vis-à-vis de la classe ouvrière et qui devait amener la rupture entre le P.O.F. et les syndicats.

Avec une clairvoyance extraordinaire Engels le constate le 25 octobre 1881.

« Nos amis français qui veulent fonder le Parti Ouvrier ont depuis douze à quinze mois commis bêtise sur bêtise. »

« Marx a comme moi de temps à autre donné un conseil à Guesde mais il n'a jamais été probablement suivi dans aucun cas. »

Et Engels reproche à Guesde son « purisme absurde », son énervement, son excitation maladive et son « excès d'activité ardente qui devient quelque fois fâcheux ».

Guesde se détourne de plus en plus de ce qui aurait dû être sa tâche historique et se lance à corps perdu dans les luttes politiques contre le clemencisme.

Engels l'en désapprouve complètement ; il se rend compte que Guesde n'a pas « la connaissance de la connexité historiquement nécessaire et aussi de l'évolution probable des choses » sans laquelle « aucune politique de parti ne peut être menée avantageusement ».

C'est ainsi que se produit une faute qui devait avoir des conséquences néfastes sur le mouvement ouvrier français.

La politique maladroitement de Guesde vis-à-vis des syndicats, son inaptitude à se « fonder avec la masse laborieuse » favorise la rupture, divise le mouvement ouvrier en deux courants : un courant politique et un courant économique, rend possible la naissance de l'idéologie syndicaliste et condamne le parti guesdiste à demeurer à l'écart des luttes quotidiennes du prolétariat. Désormais, il était fatal que le parti guesdiste se séparât de plus en plus de la classe ouvrière, il lui devenait impossible d'être son guide, il devait de plus en plus dévier vers le parlementarisme, qui restait son seul champ d'action, et se laisser finalement entraîner dans le sillage du jaressisme.

Les guesdistes ne se sont jamais bien rendu compte de cette faute fondamentale, en cela, ils sont bien restés guesdistes, mais leurs adversaires syndicalistes, dont certains avaient à défaut de méthode marxiste un instinct extraordinaire des situations, soulignent cette faute et l'expliquent judicieusement.

Fernand Pelloutier, le génial organisateur des Bourses du travail, écrit :

« Eux (les guesdistes) qui affirmaient l'impossibilité en régime capitaliste de toute conciliation entre le travail et le capital, eux qui proclamaient l'inéluctabilité de la lutte de classe, ils ne songèrent pas que les événements eux-mêmes se chargeraient de modifier les résolutions de sagesse prises par les associations ouvrières, ce qui permettrait de les convertir au socialisme dans un délai pour ainsi dire déterminé ; ils ne songèrent pas davantage que les membres des associations préférant aux formules du Parti les expériences pratiques et personnelles, peut-être serait-il politique de les rallier, de telle sorte que le jour où ils se rallieraient au socialisme ils fortifiassent l'organisation politique du Parti (s'ils acceptaient de s'y affilier) par leur organisation administrative. »

« En conséquence de cette faute le fossé se creu-

« se de plus en plus entre le socialisme et les organisations ouvrières. »

Ce passage est d'autant plus remarquable qu'il exprime une idée fondamentale du « léninisme ».

Un parti ne peut créer une discipline, avoir sur la masse ouvrière toute entière une autorité incontestée que s'il est habile « à se rapprocher de la masse des travailleurs, avant tout de la masse prolétarienne mais aussi de la masse laborieuse non prolétarienne, à se lier, à se fonder si vous voulez jusqu'à un certain point avec elle. » Il ne peut être le guide du prolétariat que si « les masses se convainquent par leur propre expérience de la rectitude de la direction politique réalisée par cette avant-garde, de la justesse de sa stratégie et de sa tactique politique. » Sans ces conditions tout essai de créer cette discipline se change inévitablement en phrase creuse, en paroles, en grimace. »

D'autre part, sur le plan idéologique, l'ignorance marxiste de Guesde provoque la naissance de la doctrine syndicaliste.

Dans ses *Raisons du Syndicalisme*, Sorel raconte que les marxistes officiels, et Guesde qui disait avoir conçu le marxisme avant d'avoir rien connu de Marx, lui inspirant une méfiance fort légitime, le décidèrent à reviser les théories socialistes en cours afin de les mettre d'accord avec le mouvement social. Ainsi devait se créer cette métaphysique sorelienne, qu'à l'heure actuelle revendiquent, d'ailleurs à tort, certains « syndicalistes purs ».

Nous pensons donc avoir indiqué que le « marxisme » de Guesde qui n'a que peu de points communs avec le marxisme de Marx et de Lénine, est une méthode qui s'est avérée dangereuse pour le mouvement ouvrier.

La maladresse et les formules intransigeantes du guesdisme dans la manœuvre des masses tiennent à son incompréhension du marxisme, et ont été véritablement une des causes (et sans doute la plus importante) de la décomposition du mouvement prolétarien d'avant guerre.

Engels a appelé « maladie d'enfance du socialisme » les erreurs de Guesde lors de la formation du Parti Ouvrier Français, c'est cette maladie d'enfance non soignée qui a frappé le socialisme français de stérilité. Lénine, lui, a empêché que se développe une maladie analogue, « la maladie infantile du communisme ». Il a une fois de plus sauvé le mouvement prolétarien.

Le Parti Communiste n'a rien à revendiquer de cette méthode guesdiste, il procède d'un esprit, à mon avis, bien différent : il ne s'agit pas d'imposer impatiemment des formules abstraites à la masse des travailleurs, mais bien d'appliquer la méthode dialectique de Marx renouvelée par Lénine : « Théorie qui n'est pas un dogme tout fait mais qui ne prend sa forme définitive qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement embrassant réellement les masses et réellement révolutionnaire. »

Grâce à la dialectique de Marx et de Lénine, grâce à la politique de l'Internationale Communiste, le Parti Communiste Français réussira là où avait échoué le Parti Ouvrier. Il réussira à devenir le guide intellectuel et l'entraîneur reconnu par toute la classe ouvrière organisée dans ses formations spécifiques : syndicats et conseils d'usines.

A. FERRAT.

Esquisse d'une critique de l'économie politique

En 1844, parut à Paris dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher* (Annales franco-allemandes) de Karl Marx et d'Arnold Ruge, une étude intitulée : *Esquisse d'une Critique de l'Economie politique*.

L'auteur était un jeune homme de 24 ans, employé dans une grande maison de commerce de Manchester et complètement inconnu jusqu'alors : Frédéric Engels. L'étude parut tellement remarquable à Karl Marx qu'il engagea avec son auteur une vive correspondance. Une entrevue entre les deux jeunes gens eut lieu à Paris, au mois d'août de la même année. C'est de cette entrevue que date l'amitié qui unit pour la vie les deux fondateurs du socialisme scientifique.

Nous publions ci-dessous la première traduction française de cet écrit remarquable. Sa valeur historique est considérable. Il nous révèle un Engels que nous ne connaissions pas, un Engels encore enveloppé dans les nuages du socialisme sentimental, mais en qui se manifestent déjà les traits de génie qui caractériseront plus tard l'apôtre du socialisme scientifique. Il est surtout précieux en ce sens qu'il nous montre quelle fut la part exacte de collaboration qu'Engels apporta à la fondation du marxisme. Franz Mehring, l'historien de la social-démocratie allemande, le biographe de Marx, a dit très justement que le marxisme était le résultat de trois facteurs fondamentaux : la philosophie allemande, la révolution française et l'industrie anglaise.

L'esquisse qu'on va lire montrera qu'à cette époque, Engels était fort au courant de la philosophie allemande, et qu'il en subissait l'influence. En ce sens, il n'a rien appris de Marx. Par contre, c'est surtout grâce à Engels que Marx se familiarisa avec l'étude du capitalisme anglais, et qu'il comprit l'importance de l'économie politique que, dès cette époque, il mit à la base de ses études scientifiques. Certes, Marx n'avait pas attendu de connaître Engels pour se rendre compte que l'étude sérieuse des faits de la vie économique lui était indispensable pour l'élaboration de la doctrine, dont les grandes lignes se dessinaient déjà dans sa tête. Dès ses premiers contacts avec les questions sociales, en 1843, il avait compris que tant qu'il ne serait pas basé sur une connaissance approfondie des faits économiques, le socialisme était condamné à rester dans les nuages, sans jamais pouvoir dépasser le stade de l'utopie. Mais il est certain que c'est Engels qui l'orienta définitivement vers l'étude de l'industrie anglaise et du capitalisme anglais, alors en pleine voie de développement. Et c'est pourquoi Mehring a raison de dire qu'en cette matière, ce fut Engels qui donna et Marx qui reçut.

Dans le petit livre qu'il a écrit sur Marx et qui, nous l'espérons, paraîtra bientôt en France, M. Beer, le marxiste allemand bien connu, déclare que si Engels n'avait pas rencontré Marx il serait resté toute sa vie un utopiste et ne se serait ja-

mais élevé au-dessus du niveau d'un Hess ou d'un Proudhon. C'est là faire preuve d'injustice évidente. En effet, l'Esquisse révèle une pensée déjà très supérieure à celle d'un Hess ou d'un Proudhon. Il est vrai que, tout comme Proudhon, Engels y dénonce surtout du point de vue sentimental, les contradictions du principe de la libre concurrence, qui est à la base de l'économie libérale classique. Mais, tandis que Proudhon ne sait pas s'élever au-dessus de ce principe qu'il condamne avec tant de vigueur, Engels montre que le seul moyen de supprimer les maux résultant de la libre concurrence, c'est d'en supprimer le principe même, en instaurant un régime social basé sur l'harmonie des intérêts. Engels préconisait déjà la solution socialiste, tandis que Proudhon resta toute sa vie le prisonnier de ses conceptions petites-bourgeoises, et ne sut que préconiser un mutualisme impuissant.

C'est pourquoi nous préférons, à l'opinion de M. Beer, celle de Marx lui-même, qui traitait l'article en question d'« esquisse géniale ». Ce n'est, en effet, qu'une esquisse. Engels y passe rapidement en revue les principes fondamentaux de l'économie libérale classique, qu'il soumet à une critique en règle. Il montre le caractère contradictoire du principe de libre concurrence qui, voulant combattre le monopole, aboutit nécessairement au monopole. Il fournit en passant une théorie de la rente qui comprend les deux caractères fondamentaux de la rente que Marx analysera plus tard, sous le nom de rente différentielle et de rente absolue, se livre à une réfutation maîtresse de la théorie de la population de Malthus, formule la loi de la concentration des entreprises et prédit la disparition des classes moyennes et la division de la société en deux grandes classes antagonistes : la classe capitaliste et la classe ouvrière. Certes, son appréciation de l'œuvre de Smith et de Ricardo ne peut pas être considérée comme définitive. Bien des aspects de cette œuvre lui ont échappé. D'autre part, tout n'est pas neuf dans le contenu de son étude. On y retrouve une foule d'emprunts faits aux socialistes anglais ou français qui l'ont précédé, surtout à Sismondi et à Fourier, telles sa théorie des crises commerciales et sa condamnation de l'immoralité du commerce. C'est ce qui fait que son étude est fortement teintée de socialisme utopique. Mais telle qu'elle est, elle n'en constitue pas moins une contribution extrêmement utile non seulement à l'histoire de la formation du marxisme, mais pour la compréhension de la doctrine marxiste elle-même. C'est à ce titre que nous la publions.

Marcel OLLIVIER.

L'économie politique se constitue comme une conséquence naturelle de l'extension du commerce, et avec elle apparut, à la place du simple et primitif jeu d'échecs, un système complet de from-

perie légale, une science complète de l'enrichissement.

Née de la jalousie réciproque et de la convoitise des marchands, elle porte sur le visage l'empreinte de l'égoïsme le plus ignoble. On vivait encore, à cette époque, dans cette conception naïve que l'or et l'argent constituaient la richesse, et c'est pourquoi l'on n'avait rien de plus pressé que d'interdire l'exportation des métaux « précieux ». Les nations étaient comme des avarés embrassant à pleins bras leur sac d'or, et jetant sur leurs voisins des regards de suspicion et d'envie. Tous les moyens étaient bons pour tirer le plus d'argent possible des peuples avec qui l'on était en relations commerciales et pour retenir cet argent, ainsi gagné à l'intérieur des frontières.

Une application rigoureuse de ce principe eût tué le commerce. C'est ce qui explique pourquoi on ne s'y tint pas. On se rendit bientôt compte que le capital ne rapporte pas tant qu'il reste inactif, tandis qu'il se multiplie en circulant. On devint dès lors plus humain, on envoya son argent à l'étranger pour en acquérir d'autre, et l'on comprit qu'il n'y avait pas inconvénient à payer trop cher à A ses marchandises, du moment qu'on pouvait les revendre à B plus cher encore.

C'est sur cette base que s'édifia le mercantilisme. On mit un léger voile sur le caractère d'apreté du commerce ; les nations se rapprochèrent, conclurent des traités de commerce et d'alliance, firent des affaires et s'adressèrent les unes aux autres, pour l'amour du gain, le plus d'amabilité possible. Mais, au fond, le vieil égoïsme et la vieille apreté subsistèrent et se manifestèrent, de temps en temps, dans des guerres ayant toutes pour cause l'égoïsme commercial. Ces guerres montrèrent que le commerce, tout comme le vol, repose sur la force : on ne se gênait pas pour arracher, par la violence ou la ruse, les traités qu'on estimait les plus favorables à ses intérêts.

La base de tout le système mercantiliste, c'est la théorie de la balance commerciale. Comme on continuait à croire que l'or et l'argent constituaient la richesse, on ne considérait comme avantageuses que les affaires qui faisaient entrer de l'argent dans le pays. Pour s'en rendre compte, on compara les exportations et les importations. Si les premières l'emportaient sur les secondes, on croyait que la différence était entrée dans le pays sous forme d'argent et l'on se considérait comme plus riche de cette différence. Tout l'art des économistes consista, par conséquent, à faire en sorte qu'à la fin de chaque année, on obtint une balance commerciale favorable, et c'est pour cette illusion ridicule que des milliers d'hommes se sont fait massacrer. Le commerce eut, lui aussi, ses croisades et ses inquisitions.

Le dix-huitième siècle, le siècle de la Révolution par excellence, révolutionna également l'économie mais, de même que toutes les révolutions de ce siècle furent incomplètes et restèrent emprisonnées dans la contradiction (au spiritualisme abstrait, on opposait le matérialisme abstrait ; à la monarchie, la république ; au droit divin, le contrat social), de même la révolution économique ne sut pas aller au delà de la contradiction. Les anciennes bases subsistèrent partout, le matérialisme n'attaqua pas le mépris que le christianisme professait pour l'homme et ne sut qu'opposer au Dieu chrétien la nature humaine, considérée comme un absolu : la politique n'entreprit nullement de soumettre à un examen approfondi les bases de l'Etat ; l'économie ne s'interrogea pas

sur le bien-fondé de la propriété privée. C'est pourquoi la nouvelle conscience économique ne fut qu'un demi-progrès ; elle se vit obligée de trahir et de réunir ses propres principes, de recourir à l'hypocrisie et à la sophistique, pour masquer les contradictions dans lesquelles elle se perdait, et pour aboutir aux conclusions où la poussait, à défaut de ses propres principes, l'esprit du siècle. C'est ainsi que la science économique revêtit un caractère humain, retira ses faveurs aux producteurs, pour se tourner vers les consommateurs ; affectant une sainte horreur des méfaits sanglants du mercantilisme, elle déclara que le commerce créait un lien d'amitié entre les peuples comme entre les individus. Tout était splendide, magnifique — mais les prémisses firent bientôt sentir leurs conséquences et, démentant cette philanthropie hypocrite, produisirent la théorie malthusienne de la population, qui est bien la théorie la plus barbare qui ait jamais existé, une théorie de désespoir, qui imposait silence à tous les beaux discours sur l'amour et la fraternité universels ; elles produisirent et magnifièrent le système des fabriques et l'esclavage moderne, qui, en fait de cruauté, ne le cède en rien à l'esclavage des sociétés antiques. La nouvelle science économique — le système de la liberté du commerce, fondé sur la *Richesse des Nations*, d'Adam Smith — se révéla comme cette même hypocrisie, inconséquence et immoralité qui s'opposent actuellement dans tous les domaines au libre sentiment d'humanité.

Mais le système de Smith ne constitue-t-il pas un progrès ? Certes, et même un progrès nécessaire. Il était, en effet, nécessaire de renverser le système mercantiliste, avec ses monopoles et les obstacles qu'il opposait à la circulation, afin que la propriété privée pût dérouler librement toutes ses conséquences ; il était nécessaire de supprimer toutes les considérations d'ordre local ou national, afin que la lutte devint générale ; nécessaire d'enlever à la théorie de la propriété privée son caractère purement empirique et de lui donner un caractère scientifique qui la rendit responsable de ses conséquences, en la faisant reposer sur une base plus générale, et que l'immoralité contenue dans l'ancien système économique fût élevée à son apogée. Tout cela était conforme à la nature des choses. Nous reconnaissons volontiers que ce n'est que grâce à l'affirmation, en droit et en fait, de la liberté du commerce, que nous sommes aujourd'hui en mesure de dépasser l'économie de la propriété privée, mais nous devons avoir également le droit de représenter cette liberté du commerce dans toute sa nullité, théorique et pratique.

Notre jugement sera d'autant plus sévère que les économistes que nous aurons à juger seront plus près de nous. Car, tandis que Smith et Malthus n'avaient devant eux que des fragments du système, leurs successeurs ont trouvé le système complètement achevé, les conséquences étaient toutes tirées, les contradictions apparaissaient d'une façon suffisamment claire, et, cependant, ils ne crurent pas nécessaire d'examiner les prémisses et prirent sur eux toute la responsabilité du système. Plus les économistes se rapprochent de nous, plus ils s'éloignent de l'honnêteté. Avec la marche du temps augmente, nécessairement, la sophistique au moyen de laquelle on s'efforce de maintenir la science économique au niveau de l'époque. C'est pourquoi Ricardo est plus coupable qu'Adam Smith, Mac Culloch et Mill plus coupables que Ricardo.

La nouvelle science économique ne peut pas ju-

ger sainement le système mercantiliste, parce qu'elle est elle-même unilatérale et qu'elle repose sur les mêmes principes que le mercantilisme. Ce n'est que si l'on s'élève au-dessus de la contradiction que présentent les deux systèmes, en critiquant leurs principes communs, d'un point de vue général, humain, que l'on pourra déterminer leur position exacte. On verra que les partisans de la liberté du commerce sont, en réalité, des monopolistes pires que les vieux mercantilistes eux-mêmes. On verra que, sous des dehors d'humanité hypocrites, ils font preuve d'une cruauté dont les autres n'avaient pas la moindre idée, que la confusion des mercantilistes est encore simple et conséquente vis-à-vis de la fausse logique de leurs adversaires et qu'aucune des deux parties ne peut reprocher à l'autre aucun forfait qu'elle n'ait commis elle-même. C'est pourquoi la nouvelle économie libérale ne peut comprendre la tentative de restauration du système mercantiliste faite par List, alors que la chose est tout à fait simple pour nous. L'inconséquence et l'équivoque de l'économie libérale doivent nécessairement se résoudre à nouveau en leurs éléments fondamentaux. De même que la théologie doit ou retourner à la croyance aveugle ou progresser vers la libre philosophie, de même l'économie libérale doit ou restaurer les monopoles ou supprimer la propriété privée.

Le seul progrès positif qu'ait réalisé l'économie libérale, c'est le développement des lois de la propriété privée. Ces lois sont, à la vérité, contenues en elle, même si elles n'y sont pas développées jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences, et exprimées d'une façon claire. Il en résulte que, sur tous les points où il s'agit de décider quelle est la manière la plus rapide de devenir riche, par conséquent dans toutes les controverses strictement économiques, les partisans de la liberté du commerce ont raison. A vrai dire, seulement contre les monopolistes, mais non contre les adversaires de la propriété privée, car les socialistes anglais ont montré depuis longtemps, pratiquement et théoriquement, qu'ils sont capables de juger les questions économiques plus sainement que les autres.

C'est pourquoi, en faisant la critique de l'économie politique, nous étudierons les catégories fondamentales qui montrent les contradictions contenues dans le système de la liberté du commerce, et nous en tirerons les conséquences.

**

L'expression « richesse nationale » n'a été créée que par la manie de généralisation des économistes libéraux. En effet, tant que la propriété privée subsiste, cette expression n'a aucun sens. La « richesse nationale » des Anglais est très grande, et, cependant, c'est le peuple le plus pauvre qu'il y ait au monde. Il faut ou abandonner l'expression ou supposer des conditions qui lui donnent un sens. Il en est de même pour les expressions : économie nationale, économie politique, économie publique. Dans les conditions actuelles, la science devrait s'appeler économie privée, car les rapports publics n'existent qu'en fonction de la propriété privée.

**

La première conséquence de la propriété privée est le commerce, l'échange des besoins réciproques, l'achat et la vente. Sous le régime de la propriété privée, le commerce devient, comme d'ailleurs

toute activité quelle qu'elle soit, une source de gains pour ceux qui la pratiquent, c'est-à-dire que chacun s'efforce d'acheter au meilleur marché possible et de vendre le plus cher possible. Tout achat et toute vente mettent donc en présence deux hommes ayant des intérêts diamétralement opposés, d'où un conflit certain, chacun connaissant parfaitement les intentions de l'autre et sachant qu'elles sont opposées aux siennes. Il en résulte, d'une part, une méfiance réciproque, et, d'autre part, la justification de cette méfiance, l'emploi de moyens immoraux pour la réalisation d'un but immoral. C'est ainsi que, par exemple, la sagesse, en matière de commerce, consiste à savoir se taire et à dissimuler tout ce qui serait de nature à abaisser la valeur de l'article en question. Il en résulte qu'il est permis, dans le commerce, de profiter le plus possible de l'ignorance et de la crédulité de la partie adverse, et aussi d'affirmer que sa marchandise possède des qualités qu'elle n'a réellement pas. En un mot, le commerce, c'est le vol légal. Que la pratique s'accorde avec la théorie, c'est ce dont pourra témoigner tout commerçant qui voudra faire honneur à la vérité.

Le mercantilisme possédait, du moins, une certaine droiture ingénue, catholique, et ne dissimulait en rien le caractère immoral du commerce. Nous avons vu qu'il manifestait ouvertement son ignoble avidité. L'attitude d'hostilité réciproque des nations, au cours du XVIII^e siècle, l'ignoble envie et la jalousie commerciale étaient les conséquences nécessaires du commerce. L'opinion publique n'était pas encore humanisée ; pourquoi donc dissimuler des choses qui résultaient nécessairement du caractère haineux du commerce ?

Mais, lorsque le *Luther économique*, Adam Smith, commença sa critique de l'économie politique, la situation n'était déjà plus la même. Le siècle s'humanisait, la raison commençait à faire sentir ses droits, la moralité faisait des progrès. Les traités de commerce arrachés par la violence, les guerres commerciales, le strict isolement des nations se heurtèrent à la conscience des peuples en progrès. L'hypocrisie protestante se substitua à la droiture catholique. Smith démontra que l'humanité est également contenu dans l'essence du commerce, et que celui-ci, au lieu d'être « la source la plus féconde de disputes et d'inimitiés », devrait devenir « un lien d'union et d'amitié entre les nations, comme entre les individus » (*Richesse des nations*, tome IV, chap. 3, paragr. 2). Il était même, dans la nature du commerce, d'être, en somme, avantageux pour tous les participants.

Smith avait raison de considérer le commerce comme humain. Il n'y a rien d'absolument immoral au monde ; le commerce, lui aussi, rend hommage à la moralité et à l'humanité. Mais quel hommage ! Le droit du poing, le pillage du moyen âge s'humanisèrent en passant, dans le commerce, dans sa première phase, caractérisée par l'interdiction de l'exportation de l'argent, à savoir le système mercantiliste. Puis, ce système lui-même s'humanisa. Naturellement, il est dans l'intérêt du commerçant d'être en bons termes, tant avec celui à qui il achète à bon marché qu'avec celui auquel il vend cher. Il est donc maladroit pour une nation d'entretenir un état d'esprit d'hostilité chez ses fournisseurs et ses clients. D'autant plus amical, d'autant plus avantageux. C'est l'humanité du commerce et cet art hypocrite d'utiliser la moralité pour des fins immorales. C'est l'orgueil du système du libre commerce.

(A suivre.)

Frédéric ENGELS.

LA SEMAINE

LUNDI 17 SEPTEMBRE

Un blanc-russe, Katzenelson, 32 ans, se présente au domicile de Ch. Rappoport, avec l'intention de le tuer « pour sauver la Russie ». Ne le trouvant pas, il tire sur sa fille, Fanny Rappoport. La blessure, quoique grave, ne met pas en danger les jours de la jeune fille.

Société des Nations. — Le Conseil de la S.D.N., bien humblement, « prend acte » de la résolution de la Conférence des Ambassadeurs relative à l'attentat de Mussolini contre Corfou.

Balkans. — Tension entre la Yougoslavie et la Bulgarie. La première accuse la seconde d'entretenir sur sa frontière des bandes de comitadjis.

Fiume. — A la suite de la démission du gouvernement fiumain, Mussolini nomme le général Giardino gouverneur militaire de la « ville libre », avec mission d'assurer l'ordre. On signale, en outre, sur la frontière yougoslave des concentrations de troupes italiennes.

Espagne. — Le dictateur Primo de Rivera annonce au Maroc une offensive de grand style. Le Parlement (Cortès) est dissous. Les gouverneurs civils sont destitués. Il sera levé, pour maintenir l'ordre, une milice de 450.000 hommes : le grand *somaten* national.

MARDI 18 SEPTEMBRE

Humanité du jour : *Etat de classe ? Non. Etat de caste* (R. Louzon) ; *Les Résistants et le Bloc des Gauches* (J. Humbert-Droz) ; Protestations de la Fédération du Bâtiment, du Syndicat unique du Bâtiment et du Syndicat général des Terrassiers de la Seine contre les arrestations (consécutives au meurtre de deux fascistes) de nombreux ouvriers italiens à Paris.

Allemagne. — Nouveaux détails sur le massacre d'ouvriers de Sorau (15 septembre), à Loerrach (Bade), Plauen (Saxe), collisions sanglantes entre ouvriers et policiers. Grosse effervescence chez les mineurs de la Ruhr. La gauche social-démocrate se prononce contre la grande coalition.

MERCREDI 19 SEPTEMBRE

A l'ambassade d'Angleterre, déjeuner intime entre Baldwin et Poincaré. Ils découvrent que « sur aucune question, il n'existe de différence de but ni de divergence de principe qui puisse compromettre les relations des deux pays ». (Tu parles !)

— Le juge chargé de l'instruction de l'affaire Germaine Berton déclare que le meurtre de Plateau, contrairement à la thèse de l'Action Française, n'a pas été l'œuvre d'une association de malfaiteurs.

Allemagne. — En Bade, à la suite des massacres d'ouvriers de Loerrach, grève générale. Le gouvernement badois décrète l'état de siège.

Irlande. — Ouverture de la *Dail* (Chambre des députés). Sur 107 députés, il y a 44 républicains irréconciliables (tendance Valera) et 14 membres du Labour Party.

Bulgarie. — On annonce des soulèvements paysans contre le gouvernement Tzankov, issu du coup d'Etat du 11 juin.

JEUDI 20 SEPTEMBRE

Humanité du jour : *Toujours plus près du prolétariat armé* (P. Vaillant-Couturier) ; *La liquidation du socialisme de guerre* (à propos de la démission de Rivelli) (P. Mcnatie).

— La grève des emballeurs s'étend aux ouvriers des fabriques de caisses.

Espagne. — Le correspondant de l'*Humanité* à Barcelone écrit que le coup d'Etat militaire a l'appui des capitalistes catalans et qu'il a été dirigé contre les partis traditionnels représentants de la propriété foncière et de la petite industrie. Les socialistes espagnols

repoussent l'unité d'action proposée par les communistes ; ils conseillent « l'indifférence et l'impartialité ». Etablissement d'une censure rigoureuse.

Bulgarie. — Les paysans révoités, unis aux communistes, ont engagé la bataille dans la Bulgarie du sud-ouest (Radomir et Philippopoli).

VENDREDI 21 SEPTEMBRE

Humanité du jour : *Les Communistes allemands et les Nationalistes* (J. Humbert-Droz) ; *Vers la transformation des mœurs* (L. Trotsky).

Le C.D. du Parti communiste et le C.F. de la Fédération de la Seine avertissent les émigrés russes de Paris et notamment les rédacteurs de la *Rouskaia Gazeta* (organe du renégat Alexinsky) qu'il leur est interdit de développer leur action criminelle. Ils auront à répondre sur leurs personnes de la moindre tentative terroriste dirigée soit contre les représentants des Soviets en France, soit contre les communistes.

— La Fédération unitaire du Sous-Sol propose l'action commune à la Fédération Bartuel.

Angleterre. — Baldwin rentre à Londres. La presse anglaise hostile à la France. On est toujours sans précision sur les résultats réels de l'entretien du 19 avec Poincaré.

SAMEDI 22 SEPTEMBRE

La Fédération communiste de la Seine décide de présenter Midol, réfugié à Genève depuis les grandes grèves de 1920, aux élections municipales de Charonne et de la Santé.

Espagne. — Le Directoire militaire substitue les cours martiales aux cours d'assises. A Tarrasa (Catalogne), deux ouvriers accusés d'attentats sont condamnés à mort.

Bulgarie. — Le gouvernement Tzankov dément les « bruits tendancieux répandus sur la situation intérieure de la Bulgarie », mais, comme par hasard, il proclame l'état de siège.

Tchécoslovaquie. — Les syndicats mineurs du nord de la Bohême, où la grève dure depuis plusieurs semaines, sont dissous ; leurs fonds de grève sont saisis.

DIMANCHE 23 SEPTEMBRE

Conseil fédéral de la Fédération communiste de la Seine. Le rapport moral est approuvé à la presque unanimité. Election du nouveau comité.

— Au Havre, Julie, secrétaire de la Fédération unitaire des Inscrits, est libéré après 135 jours d'emprisonnement.

Allemagne. — A Dresde, le 16, Congrès de l'Union internationale des Cuirs et Peaux (13 Fédérations adhérentes, 354.000 membres). La Fédération russe (non adhérente) a envoyé un délégué.

— En Bavière, mobilisations fascistes.

— Stresemann-Hilferding préparent la capitulation allemande. En vue de quoi la *Rote Fahne* est interdite pour quinze jours.

Bulgarie. — Les paysans soulevés seront au nombre de 450 à 500.000 hommes. Le mouvement s'étend. Tzankov licencie des régiments peu sûrs et fait appel aux comitadjis.

Humanité du jour : *Dans l'armée blanche de la Ruhr* (P. Vaillant-Couturier) ; *La Nuit* (André Marty).

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
133, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.